

# Quelle raison d'être pour l'Alliance présidentielle ?

**L'Alliance présidentielle, cet attelage tripartite que Bouteflika a hérité de son prédécesseur, a-t-elle encore des raisons d'être ? Rien, en tout cas, ni sa composante ni son comportement, ne la prédestine à un long avenir.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - A l'origine, c'était autour de Liamine Zeroual que les décideurs avaient formé une base politique de gouvernance au lendemain des premières législatives pluralistes du mai 1997. Le FLN, débarrassé des «Sant'Egidiotes» de Abdelhamid Mehri, le tout nouveau-né, le RND, que

l'on a voulu une sorte de marmelade «nationalo-démocrate» et l'islamiste «légaliste», le Hamas de Mahfoud Nahnah, devaient, selon les concepteurs de ce que l'on a appelé la coalition gouvernementale former une espèce de «gouvernement d'union nationale». Et dans ce premier gouvernement «pluraliste» d'Ahmed

Ouyahia, les trois partis se sont donc partagés les portefeuilles avec, certes, une écrasante domination du RND qui contrôlait tous les ministères de souveraineté. Puis vint Bouteflika. Dès le 24 décembre 1999, l'homme donnera déjà un aperçu de ce que sera son mode de gouvernance : dans le premier gouvernement sous son ère et qu'il confiera à Ahmed Benbitour, aucun parti ne détient un ministère de souveraineté. Ce sera pratiquement la règle, depuis.

Tous les secteurs-clés, à savoir la défense nationale, l'intérieur, les finances, l'énergie, la justice et les affaires étrangères seront constamment confiés aux hommes du président. Deux fois seulement en dix ans, Ouyahia et Belkhadem «sauveront l'honneur» des partis politiques pour ainsi dire, en occupant, l'un le poste de ministre de la Justice et l'autre celui des Affaires étrangères. «Je suis le candidat de l'armée, et je ne voulais surtout pas avoir un fil à la patte ni avec les

partis politiques ni avec la société civile», reconnaissait Bouteflika dès son accession au pouvoir.

Parole tenue d'ailleurs ! Réduisant de fait «le trépied» FLN-RND-MSP à une sorte de comité de soutien de luxe à Bouteflika.

Ces trois partis, qui détiennent l'écrasante majorité au Parlement, se suffiront dès lors à des approbations mécaniques de tout ce qui émane de l'Exécutif en attendant la prochaine élection présidentielle, comme en 2004 et 2009, pour porter

réellement ce titre «d'Alliance présidentielle». Entre-temps, c'est une concurrence sans état d'âme, tant médiatique, idéologique que politique. Aussi, et pour réduire la chose à sa juste valeur, c'est-à-dire un simple trophée juste bon pour la symbolique politique, Bouteflika chamboule les usages : chaque fois qu'un parti, le RND puis le FLN prend la majorité, il est sûr de perdre la... chefferie du gouvernement !

K. A.

## AÏN-DEFLA

# Moussa Touati : «Les sénatoriales et la corruption»

**Le SG du FNA, Moussa Touati, a réuni hier dans la matinée à Aïn-Defla, les 42 élus de sa formation de la wilaya pour apporter les dernières retouches à la préparation de la campagne électorale pour le renouvellement partiel du Sénat, prévu pour le 29 décembre, pour soutenir le candidat FNA, en la personne de Ziane Ahmed, ex-P/APW, qui s'était déjà présenté aux dernières élections sénatoriales sans succès en tant que militant du FLN.**

Dans la majeure partie de son allocution, Moussa Touati, n'a pas cessé de fustiger le système politique en place depuis des décades «atteint de déliquescence, cela est vrai, nous le savons et tout le peuple le sait...», commence-t-il par dire.

Il décrit et dénonce les pratiques de certains acteurs politiques : «Nous savons et tout le monde sait que nombreux sont ceux qui, une «chkara» sous le bras vont de marché en marché, où se vendent des voix, des hommes, des consciences et des honneurs au plus offrant» et

partant de là, il s'interroge : «Comment ces «élus» du peuple, ces «hommes» peuvent-ils mettre sur le commerce politique leur déclaration sur l'honneur pour 2 ou même 10 millions ?».

Cette interpellation de Moussa Touati est suivie par une autre question : «Croyez-vous que celui qui a recours à la corruption va servir le peuple ou les électeurs ?»

L'orateur explique alors pourquoi le taux d'abstention aux différentes élections est si élevé, «le nombre des votants, affirme-t-il, n'ayant pas dépassé les 19 %». «Le pouvoir

politique, en recourant à de telles pratiques, a perdu toute crédibilité».

Enfonçant le clou, Moussa Touati accuse l'ensemble des élus d'être la cause de la dégradation sociopolitique de l'Algérie.

«Ce sont les élus eux-mêmes, qui ont failli à leur parole, à leurs promesses, qui sont responsables de cette situation !», déclare-t-il.

Parlant du FNA, il dira : «Nous, nous n'avons pas d'argent pour acheter des voix, mais en échange nous donnons notre engagement qui vaut plus que de l'ar-

gent, d'être aux côtés des électeurs qui nous auront accrédités de leur confiance.» Et d'ajouter : «Nos élus n'ont jamais été soutenus par un quelconque wali ou autre général, mais seulement par les plus démunis.»

Fustigeant les sénateurs déjà élus, il dira : «Avez-vous vu une seule fois un sénateur revenir à sa base et s'enquérir de ses problèmes ou lui venir en aide ?»

Le Sénat lui-même est remis en cause par le SG du FNA. «Logique, son rôle est de faire l'arbitre entre

l'instance législative (APN) et l'instance exécutive (le gouvernement).

Or, depuis 12 ans, il n'a fait que doubler l'APN... de ce Sénat et de ce type de sénateurs qui ne défendent pas le peuple qui les a élus (indirectement) nous n'en voulons plus».

Partant de ce constant, Moussa Touati exhorte alors les citoyens à bouger «par le vote massif, au moyen de l'urne et non par la casse dans les rues».

Il va jusqu'à remettre en cause la pratique politique à l'intérieur même de la formation qu'il préside : «Si

nous obtenons les 1 837 voix et plus au niveau national, cela signifiera que nos militants auront fait preuve d'honorabilité et de respect de leur engagement vis-à-vis du parti, si le nombre de voix dépasse les 1 837 cela voudra dire que notre audience s'accroît... par contre si le nombre de voix que nous obtiendrons sera inférieur, cela signifiera qu'au sein de notre parti il y a des traîtres».

Et de conclure : «Les hommes, les vrais, ne se vendent pas et ne s'achètent pas.»

Karim O.

## SELLAL À LA CHAÎNE III :

# «L'approvisionnement en eau de l'Algérie sécurisé jusqu'à 2011»

**L'approvisionnement en eau de l'Algérie est sécurisé pour les deux ans à venir et les prix à la consommation n'augmenteront pas. Tels sont, en substance, les éléments d'appréciation du premier responsable du secteur, Abdelmalek Sellal.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - Intervenant, hier, sur les ondes de la Chaîne III, le ministre des Ressources en eau a expliqué que grâce aux différents projets de construction de barrages lancés dans plusieurs wilayas, les capacités d'emmagasinage d'eau ont considérablement augmenté.

Ainsi, l'Algérie est passée de 4 milliards de mètres cubes en 2000 à une capacité d'emmagasinage de près de 7 milliards de mètres cubes en 2009, l'objectif du ministère étant d'atteindre les 9 milliards en 2015, ce qui permettrait de répondre aux normes requises.

La gestion et la distribution de l'eau sont «l'autre bataille» que le ministre souhaite gagner. Cet aspect «nous pose problème, car les réseaux sont vétustes et

nous nous devons d'assurer une bonne gestion. Et je ne pensais pas que cela pouvait être aussi compliqué», a-t-il reconnu, soutenant que la coopération avec les étrangers permettra le transfert de technologies et la formation d'agents spécialisés.

«C'est ce que nous sommes en train de faire en ce moment», a-t-il souligné.

Se refusant à qualifier la gestion de l'eau confiée à quatre entreprises européennes de «concession», Abdelmalek Sellal préfère parler de «gestion déléguée».

«Ces entreprises offrent un service et elles sont payées pour ça, sans plus», a-t-il indiqué, affirmant que d'autre pays, comme l'Arabie saoudite, recopient «le modèle» algérien et font appel, pour les besoins de gestion, à des sociétés étrangères. Une démarche qui a porté ses fruits,

puisque, argue-t-il, les sondages et études menés démontrent que la gestion et la distribution de l'eau à Alger se sont nettement améliorés, avec un taux de satisfaction de près de 96 %.

Le secteur des eaux à Alger, Annaba, Oran et Constantine est géré par quatre entreprises étrangères. Bien que le même programme ait été prévu dans 15 wilayas, le ministre estime qu'il est encore «prématuré» de penser à l'élargir à d'autres régions.

«Nous devons d'abord nous assurer du rendement de ces expériences pour pouvoir décider», a-t-il estimé.

### Piquage illicite mais autorisé !

Evoquant la tarification de l'eau, Abdelmalek Sellal a indiqué qu'elle n'augmentera pas : «C'est le juste prix. Mais nous sommes encore loin du prix réel. Celui-ci est encore subventionné par l'Etat». Quant aux factures «salées» que reçoivent certains abonnés, le ministre a admis qu'il peut

effectivement y avoir des erreurs mais que ce taux reste minime puisque, a-t-il assuré, l'Algérienne des eaux dispose actuellement de moyens performants qui lui permettent de réduire la marge d'erreur.

Se voulant plus convaincant, il a enchaîné en soutenant que dans plus de la moitié des communes algériennes, les citoyens ne paient pas le prix réel de l'eau. «Je pourrais peut-être vous choquer en vous disant que dans certaines communes, les ménages ne versent encore que 100 DA par bimestre. C'est une forme de piquage illicite autorisé», a-t-il affirmé.

Sur un autre volet, le ministre a souligné qu'un programme spécial a été mis en place pour s'occuper de l'irrigation des terres. A ce sujet, Abdelmalek Sellal a affirmé que l'on en est aujourd'hui à 950 000 hectares de surface agricole irriguée grâce, surtout, au traitement des eaux usées par les stations d'épuration.

I. B.

## JIJEL

# Un chef de détachement de la Garde communale assassiné et quatre militaires blessés à El Ancer

Une bombe artisanale a explosé hier, causant la mort d'un garde communal et blessant trois militaires à Tassilet, relevant du douar de Ouled Boufaha, à quelques kilomètres à l'ouest de la commune d'El Ancer, à 45 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Jijel.

Selon des sources concordantes, la déflagration a eu lieu aux environs de 6 heures du matin au passage d'une patrouille de routine qui était en mission de contrôle dans cette région fortement boisée et théâtre de plusieurs actes terroristes auparavant.

Nos sources affirment, par ailleurs, que la victime est le chef du détachement de la garde communale de la localité de Béni-Oujehane, Khrouf Abdellah en l'occurrence, la quarantaine environ, et quatre militaires blessés dont deux sont dans un état grave.

On croit savoir que les militaires blessés ont été évacués vers l'hôpital militaire de Didouche-Mourad, dans la wilaya de Constantine.

B. Inès